

La décroissance de Serge Latouche et le temps de travail

Jean-Marie Harribey

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/11/01/la-decroissance-de-serge-latouche-et-le-temps-de-travail>

C'est toujours avec intérêt que j'achète et lis chacun des livres que publie Serge Latouche. Et vient de paraître *Travailler moins, travailler autrement ou ne pas travailler du tout* (Payot & Rivages, 2021). Avant de commencer ce rapide compte rendu, j'ai relu celui que j'avais fait de l'un de ses précédents ouvrages, le *Que sais-je ?* sur *La décroissance* (2019) : « [Que sait-on de la décroissance ?](#) ». J'y signalais plusieurs points qui méritaient à mon sens clarification ou discussion.

On retrouve dans le présent ouvrage les mêmes éléments qui posent question, sur lesquels l'auteur ne discute pas. La définition de la décroissance oscille toujours entre baisse de la production et déconstruction de l'imaginaire et de « la religion de la croissance » ; le capitalisme n'est jamais analysé, sa crise de rentabilité, tenant à la fois à la dégradation des conditions sociales et écologiques de la production, est absente ; toute économie est définie comme une économie de croissance, sans même être reliée à la logique de l'accumulation du capital, c'est-à-dire au capitalisme ; il s'ensuit, selon l'auteur, la nécessité de « sortir de l'économie », comme il conviendra de « sortir du travail » pour aboutir à la « disparition du travail » (notamment p. 76, 107, 108, 141, 143). Le paradoxe tient alors dans la négation théorique du capitalisme tout en essayant de théoriser la sortie de celui-ci (p. 108).

Vers l'abolition du travail ?

Ce sont donc les thèmes récurrents dans les publications de Serge Latouche. Mais, cette fois-ci, il aborde les choses sous un autre angle qui, jusqu'ici, était peut-être resté son angle mort : celui du temps de travail et, au-delà de ce temps, celui du travail lui-même, vu dans la perspective de la décroissance économique. Je suis d'autant plus interpellé par la problématique du travail associée à la préoccupation écologique que j'ai soutenu, dans les années 1990, une thèse de doctorat sous la direction de... Serge Latouche, dont le titre était « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France »¹. À cette époque, Serge Latouche, tout en me laissant une liberté totale (ce dont je lui saurai toujours gré), se moquait de ma problématique et disait que « [ma] réduction du temps de travail articulée avec l'écologie était impossible », « dans le cadre de l'imaginaire économique », ajoutait-il².

Le temps a passé. Serge Latouche est devenu un fervent partisan de la réduction du temps de travail « aboutissant à l'abolition du rapport salarial » (p. 13). Si l'on définit le capitalisme par le rapport salarial, alors on pourrait en conclure que Serge Latouche se situe dans le cadre de l'abolition du capitalisme. Or, ce n'est jamais dit tel quel, au point que le capitalisme disparaît de l'œuvre de Latouche, il n'y a plus que « l'économie » associée à « la société de croissance ». Là, démarrent quelques entorses avec l'histoire économique et sociale des deux derniers siècles. L'auteur nous dit : « La réduction massive et nécessaire du temps de travail ne se réalise vraiment que par la rupture d'avec le *logiciel* économique et l'obsession de la compétitivité, c'est-à-dire la logique de la société de croissance » (p. 13).

¹ Cette [thèse](#) soutenue en 1996 sous la présidence de René Passet est consultable en entier sur mon site et elle fut publiée, raccourcie de presque moitié dans *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997.

² Propos rapporté par René Passet dans son rapport de soutenance.

Ceci est inexact : nous travaillons en une année deux fois moins que nos aïeux de la première moitié du XIX^e siècle, sans compter l'invention de la retraite, et cela dans un contexte, qu'on le regrette ou non, d'une forte croissance économique sur le long terme. Serge Latouche oublie les travaux statistiques dont nous disposons sur les deux derniers siècles³, et que je lui résumais ainsi : la productivité horaire du travail en France a été multipliée⁴ par un facteur 30 en deux siècles, la production par 26, le nombre d'emplois par 1,73 et le temps de travail par 0,5. Il est donc abusif de prétendre que « les gains de productivité ont été systématiquement transformés en croissance du produit plutôt qu'en décroissance de l'effort » (p. 66), alors qu'ils ont été répartis entre les deux objectifs.

Autrement dit, ce n'est pas la sortie d'un prétendu « logiciel économique » qui a permis la baisse du temps de travail, ce sont les luttes sociales dans un cadre encore soumis, hélas mais malgré elle, à la logique capitaliste. Malheureusement, cela reste incompréhensible tant qu'on identifie comme Serge Latouche cette logique au « paradigme économique » (p. 15). Serge Latouche prend ses aises autant avec l'histoire qu'avec les concepts : « L'énergie fossile a toujours été l'ennemie de l'emploi dans la mesure où elle a favorisé la mise en mouvement de procédés techniques facilitant la substitution du capital au travail » (p. 51). Or, les mathématiques les plus simples permettent de distinguer évolution absolue et évolution relative : l'emploi salarié a considérablement augmenté malgré la substitution relative de capital au travail depuis deux siècles, et la productivité du travail ne baisse pas, comme il l'a écrit (p. 66), c'est sa progression qui diminue.

À ne pas voir la relation entre les quatre variables (production, productivité horaire du travail, emploi et temps de travail individuel), toujours vérifiée par une égalité comptable toute simple, on se condamne à énoncer des affirmations ahurissantes telles que : « Pour les objecteurs de croissance, s'il faut travailler moins c'est à la fois pour gagner plus, pour travailler tous et pour vivre mieux ». (p. 18). On retrouve cette contradiction propre à tous les partisans du revenu d'existence : on travaille moins, on produit moins mais on pourrait verser davantage de revenus !!! En d'autres termes, il y aurait une source miraculeuse de valeur économique distribuable en revenus monétaires autre que celle provenant du travail humain : « En travaillant moins, on pourrait gagner plus, travailler tous et surtout vivre mieux. » (p. 57). Ou bien la réduction du temps de travail pourrait se faire « sans porter atteinte au niveau des salaires (en tout cas des plus bas) *ni à celui de la production finale*, sinon à en transformer déjà le contenu » (p. 74, je souligne).

Serge Latouche est trop cultivé pour ne pas voir cette accumulation d'incohérences. Comment s'en tire-t-il ? À la fois en attribuant la paternité de la réduction du temps de travail aux « décroissants » (p. 26), et par une charge contre les altermondialistes, notamment ceux d'Attac, parce que ceux-ci ont conservé l'objectif de plein emploi (p. 24-25). Et Serge Latouche de citer, dans une note de bas de page, Paul Ariès qui résume les objections aux objecteurs de croissance que... je présente : « Jean-Marie Harribey, note justement Paul Ariès, nous reproche fondamentalement quatre choses : décroître sans sortir du capitalisme, décroître sans limites, ne pas voir qu'une autre économie est possible et renoncer à la perspective du plein emploi » (p. 25, note 1). Paul Ariès résume bien les choses. Mais on ne trouvera pas trace chez Serge Latouche de la discussion avec lui depuis trente ans : pense-t-il que citer quelqu'un qui parle de quelqu'un suffise à servir de référence⁵ ?

³ D'après les données rassemblées par Olivier Marchand et Claude Thélot, *Le travail en France (1800-2000)*, INSEE, Études, Paris, 1991 ; et Angus Maddison, *L'économie mondiale, Analyse et statistiques*, Études du Centre de développement de l'OCDE, Paris, 1995.

⁴ Facteur multiplicatif de la productivité horaire du travail : $30 = 26 / (1,73 \times 0,5)$.

⁵ À la décharge de Serge Latouche, Paul Ariès ne référençait pas davantage ses affirmations. J'ai proposé une recension du livre de Paul Ariès dans « Toute critique radicale est-elle soluble dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf>. J'ajoute que Paul Ariès faisait précéder la phrase citée en note par Latouche de : « Les critiques de

Serge Latouche a véritablement un problème avec ses références et cela ne date pas d'aujourd'hui. Sans doute gêné par ses contradictions, il renie ceux qui pourraient faire un petit bout de chemin avec lui sur le constat de la dégradation écologique, et il cite à contre-emploi, pourrait-on dire, Christophe Ramaux « comme la plupart des économistes d'Attac »⁶, aboutissant à un total contresens qui confond, d'un côté, la gauche keynésienne favorable au plein emploi par la croissance économique et relativement réticente vis-à-vis de la réduction du temps de travail, et, de l'autre, la gauche altermondialiste plus favorable au dépassement du capitalisme productiviste et donc favorable sans réserves à la réduction du temps de travail.

Longtemps rétif également à l'idée qu'une transition sera nécessaire, il insiste aujourd'hui sur elle (p. 22, 29, 58, 72), sur le fait qu'« il faudra du temps » (p. 63), des « étapes » (p. 64), et sur une « transition en douceur » (p. 75). Du temps pour quoi faire ? « De nouvelles activités, différentes de celles proposées par les antilibéraux patentés de la gauche traditionnelle qui veulent construire des hôpitaux, des centres d'accueil pour les handicapés, les vieux et autres, et des écoles pour sauver les emplois, sans remettre en cause la logique contre-productive du système de santé et de l'institution scolaire. » (p. 70-71)⁷. C'est bien sûr un professeur des Universités à l'abri du besoin de santé qui parle. La surprise est cependant au coin de la page suivante : « la croissance verte peut et doit être provisoire, accidentelle en quelque sorte, tout en contribuant à la rupture avec la religion de la croissance » (p. 72).

Le travail ne serait-il qu'une courte étape de l'histoire humaine ?

Pour « penser l'abolition du travail » il faut passer par « la sortie du monde de l'économie » (p. 107). « Il ne peut y avoir de sortie du capitalisme sans abolition du travail salarié, mais aussi de la notion même de travail » (p. 108). Jamais Serge Latouche n'accepte d'examiner l'immense débat qui traverse la sociologie, l'anthropologie, sans même parler de la discipline économique, au sujet du travail dont nombre de penseurs ont montré qu'il comportait à la fois une dimension socio-historique – en l'occurrence aujourd'hui le travail salarié – et une dimension anthropologique par laquelle l'homme se produit lui-même en produisant ses conditions d'existence. Le travail inventé par le capitalisme depuis environ trois siècles résumerait, selon ceux qui nient cette double dimension du travail, toute l'histoire de l'humanité. À vouloir « mettre en cause la centralité du travail dans notre société » (p. 57), comme le font, au-delà de Serge Latouche, beaucoup d'auteurs écologistes, on se condamne à ne pas comprendre la multidimensionnalité du travail et donc sa complexité, voire ses

nos amis comme Jean-Marie Harribey nous sont donc nécessaires, car elles nous obligent à préciser notre pensée. » (Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Golias, 2005, p. 87). Plus loin dans son livre, Serge Latouche parle encore de moi en disant que je veux « sauver l'emploi de façon nuancée » (p. 113), mais encore une fois sans donner une seule référence.

⁶ Depuis plus de quinze ans, Christophe Ramaux n'est plus membre du Conseil scientifique d'Attac. Et Serge Latouche ne cite aucune référence d'Attac, dont les économistes travaillant sur la RTT ont publié nombre de textes et de livres depuis plus de vingt ans : Michel Husson, Stéphanie Treillet, moi-même... L'honnêteté commanderait de ne pas utiliser Christophe Ramaux, qui a sa propre cohérence, pour retourner celle-ci contre les partisans de la RTT qui sont sociaux et écologistes avec lesquels Serge Latouche est en désaccord. Calomniateur envers les altermondialistes, Serge Latouche est indulgent avec les imprécations d'Arnaud Montebourg (p. 45) et d'Yves Cochet (p. 37, 45, 52)...

⁷ On notera que pour Serge Latouche la « gauche traditionnelle » englobe sans discernement ce qu'on appelle habituellement la gauche traditionnelle de gouvernement qui a accompagné le capitalisme néolibéral n'étant, au mieux, jamais sorti du keynésianisme d'après-guerre, nostalgique des Trente Glorieuses, et la gauche radicale le plus souvent altermondialiste en rupture avec la précédente et que l'on retrouve présente dans les combats sociaux (protection sociale, retraites...) et écologistes (climat, biodiversité, ZAD...).

contradictions⁸. Quant à l'accusation portée contre « le marxisme et Marx lui-même [qui] ne peuvent être exemptés de toute responsabilité dans cette affaire » car « même s'ils dénoncent la soumission formelle et réelle du travail au capital, ils passent à côté de la déshumanisation du travail dans le vécu du travailleur » (p. 17), elle prêterait à sourire ou à hausser les épaules si elle ne faisait pas l'amalgame entre Marx et le stakhanovisme stalinien. De la même façon, Serge Latouche fustige les auteurs qui, comme Alain Supiot, « tentent désespérément de "sauver le travail" en le redéfinissant de façon idéale et en oubliant le travail "réellement existant" » (p. 113-114, note 1). Pour se rendre compte du décalage entre ce que Serge Latouche dit de la pensée d'Alain Supiot et la réalité, on lira l'entretien que ce dernier a donné récemment : « Notre système économique repose sur l'idée que l'être humain serait la première des marchandises », aux accents à la fois marxien et polanyien, prônant non pas la sortie immédiate du salariat mais l'élargissement des protections du droit du travail, et donc le statut de salariés aux travailleurs ubérisés⁹.

Après cela, les erreurs factuelles restantes dans le livre de Serge Latouche pourraient apparaître comme bénignes. Il confond Jean-Baptiste Say avec Adam Smith en disant du premier qu'il « bornait la richesse aux biens matériels » (p. 108), ce qui est faux. Say a commis bien d'autres erreurs mais pas celle-là¹⁰. Serge Latouche affirme que « le PIB recensera la somme des productions marchandes et assimilées » (p. 109), alors que le PIB comprend aussi les productions monétaires non marchandes (éducation et santé publiques par exemple) ; si Serge Latouche intégrait ces dernières dans les « assimilées », cela signifierait qu'il confond monétaire et marchand.

Mais on n'y coupe pas : la reine des idées mal pensées arrive à la fin du livre : « L'avènement d'une société du loisir implique un couplage de la fin du travail avec la promesse du revenu universel » (p. 111). Cette baliverne est tellement énorme – parce qu'elle consiste à croire qu'on peut produire moins et verser davantage de revenus – qu'on se dit que Serge Latouche écrit cela pour s'en démarquer. Hélas, ce n'est pas si sûr puisqu'il continue : « Redécouvrir la qualité des produits, la saveur des aliments et le plaisir d'œuvrer, hors des logiques marchandes, fait décroître les valeurs économiques » (p. 116). D'abord, c'est peut-être faux car s'il faut plus de travail pour faire de la qualité, la valeur économique augmentera. D'ailleurs, il le reconnaît presque explicitement, réhabilitant ainsi l'idée de décroissance sélective qu'il refusait dans ses livres antérieurs : « Toutefois, il est possible que, dans un premier temps au moins, une politique de décroissance, bien qu'ayant rompu avec le cercle vicieux de la croissance autoentretenu, se traduise paradoxalement au niveau macroéconomique par un accroissement de la demande globale et donc de la production du fait de la demande ciblée de produits et d'équipements écologiques et de tous les métiers nécessaires. » (p. 68). On ne saurait mieux définir la décroissance sélective tant décriée par tous les décroissants, dont, naguère, Serge Latouche. Ou bien encore : « On peut même imaginer des cas d'école dans lesquels le PIB (produit intérieur brut) augmenterait avec des mesures de décroissance, mais cela n'aurait aucune signification et ne constituerait pas une contradiction de notre projet. » (p. 72)¹¹. Ensuite, si la valeur économique produite diminue,

⁸ Voir Jean-Marie Harribey, « [Le travail au prisme de l'écologie politique](#) », *Blog Alternatives économiques*, 27 octobre 2021.

⁹ Alain Supiot, « Notre système économique repose sur l'idée que l'être humain serait la première des marchandises », propos recueillis par Anne Rodier, dans « Les révolutions du travail », *Le Monde*, Hors-série, octobre 2021, p. 6-11. À trois reprises, Serge Latouche renomme Alain Supiot « Soupiot » (p. 114, 145 et 148).

¹⁰ Voir Jean-Marie Harribey, [La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste](#), Les Liens qui libèrent, 2013.

¹¹ J'ai souvent discuté de cette question à la fois méthodologique et politique avec Jean Gadrey ; voir une synthèse de la discussion dans Jean-Marie Harribey, « [De la productivité à la valeur : des problèmes de mesure ou de paradigme ?](#) », dans Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (sous la dir. de), *L'économie au service de la société, Autour de Jean Gadrey*, Paris, Institut Veblen, Les Petits matins, 2019, p. 129-138.

le revenu universel tombera-t-il du ciel ou du cloud ? Enfin, si les deux hypothèses précédentes se révélaient inappropriées, il resterait celle où Serge Latouche assimile encore l'économie au marchand et, en voulant supprimer le marchand, supprimerait-il l'espace monétaire ? Beau programme pour l'anthropologie de demain !¹²

Des prédictions hasardeuses ?

En termes de programme, on peut rester sceptique devant les scénarios projetés par Serge Latouche : « Pour les objecteurs de croissance, la relance par la consommation, au-delà du rétablissement du niveau nécessaire de l'activité économique en cas de récession grave, et donc par la croissance, étant par principe exclue, une réduction forte du temps de travail imposé est une des mesures souhaitables pour assurer à tous un emploi satisfaisant dans l'horizon (pour la France) d'une réduction nécessaire des deux tiers de notre consommation des ressources naturelles, en attendant de pouvoir sortir de la société travailliste de croissance. » (p. 27-28). Cela signifie-t-il qu'on réussirait à maintenir le « niveau d'activité nécessaire » (sous-entendu semble-t-il comme avant une récession de type Covid) avec une baisse de deux tiers des consommations intermédiaires ? Serge Latouche se risque ici à proposer tout (la décroissance) et le contraire de tout (le maintien de la production) ; il faudrait choisir ou aller vers plus de nuance pour penser la transition.

Quant à la prédiction de Serge Latouche concernant l'évolution à venir du prix du pétrole, elle s'apparente à une prédiction façon Nostradamus, au vu de la poussée inflationniste sur toutes les matières premières qui, au-delà de la période post-Covid, est un mouvement qui s'installe sans doute à long terme, en raison même de l'épuisement progressif de celles-ci, à cet instant ignoré par Serge Latouche : « L'effondrement du cours du pétrole, à l'opposé des prévisions des collapsologues, tout en décourageant le développement des énergies renouvelables, ne manquera pas en outre de faciliter la relance de l'économie de la croissance après la pandémie du Covid-19, y compris celle concernant les secteurs les plus nocifs du point de vue écologique comme l'aéronautique et l'automobile, douchant à court et moyen terme les espoirs de ceux qui avaient cru un peu trop vite à la venue de l'an 01. » (p. 53-54)¹³.

Très souvent, Serge Latouche mobilise André Gorz pour étayer ses thèses sur le travail, mais à aucun moment il ne fait allusion à la variation des positions de celui-ci sur le travail, sur le revenu d'existence, encore moins il ne relève les oppositions perpendiculaires aux siennes quand il le cite : « Il ne s'agit pas de *supprimer* l'économie, d'abolir l'industrie, l'autonomie des entreprises, le capital. Il s'agit seulement de remettre la rationalité économique, telle qu'elle s'exprime parfaitement dans les exigences autonomisées du capital, à sa place, qui est une place subalterne ; de mettre fin à la domination de l'économie sur le politique » (citation de Gorz, p. 129-130).

On n'attend pas d'un auteur aussi prestigieux que Serge Latouche qu'il renonce à sa profession de foi pour la décroissance économique. Les sujets qu'il aborde sont les sujets importants mais qui gagneraient à être débarrassés de certaines erreurs factuelles et historiques. Des sujets qui mériteraient d'être traités en se fondant sur des références précises qu'il arrive parfois à Serge Latouche de ne donner qu'à moitié ou pas du tout ou de façon erronée. Cela serait utile pour la clarté d'une discussion souvent encombrée dans la société

¹² C'est l'occasion d'une charge supplémentaire contre les altermondialistes : « Le revendication de certains altermondialistes (multiplier les emplois de services pour lutter contre le chômage) est une fausse bonne idée. » (p. 118). Toujours sans référence et sans contextualisation de cette proposition (secteur ou type d'emplois).

¹³ Serge Latouche prend ici ses distances avec les collapsologues mais multiplie dans son livre les renvois à Yves Cochet, célèbre pour ses divagations.

d'incohérences logiques. Préserver ainsi les conditions d'une vraie discussion, sans que chacun abandonne ses choix politiques.